

**A Cléon et au Mans les syndicats bradent la
lutte pour le salaire
contre l'intéressement et la qualité totale (MSP)
pour l'augmentation du salaire de base
faire payer la crise au patron**

Ouvriers, camarades,

* quatre mille francs de moins environ pour 16 jours de grève à Cléon et un "résultat" de 224 ff/mois de plus assortis d'une prime exceptionnelle de "fin d'agitation" de 1000 ff, ce qui veut dire qu'il faudra attendre plus de 13 mois pour rattraper le coût des journées de lutte.

* au Mans deux à trois mille francs de moins pour voir la prime '91 augmenter de 1300 ff -ce qui en gros correspond aux 1000 ff de prime exceptionnelle de Cléon- et la prime pour '92 passer de 1100 ff à 2400 ff, équivalente donc à une progression mensuelle des salaires de 200 ff -montant encore une fois semblable à celui octroyé par la régie à Cléon.

* six salariés de Cléon mis à pied et que la direction continue de garder en otage.

* l'obligation de faire des heures supplémentaires à la pelle (que les syndicats ont présentée comme étant une victoire de la négociation) pour éponger plus rapidement les pertes de salaire, associée à la promesse des "partenaires" de "tout mettre en oeuvre pour éviter à l'avenir qu'une telle situation (lire un tel conflit) se reproduise".

* des centaines d'ouvriers dégoûtés, démoralisés par l'attitude des CGT, CFDT et Cie incapables de mener à bien la lutte et indifférents à l'égard de l'avis exprimé majoritairement en AG par les grévistes de Cléon de poursuivre le mouvement. Une vraie division s'est installée parmi les ouvriers des différentes usines du groupe qui risquera de peser lourd sur la suite des événements.

VOILA LES "RESULTATS" DE LA LUTTE!

Pour les ouvriers combattifs conscients, l'heure est au bilan car:

* pendant ce temps le patron ne chôme pas et prépare activement les négociations salariales '92.

* la crise économique mondiale du capitalisme se poursuit avec son sinistre cortège de licenciements, chômage technique, dégradation des conditions de vie et de travail des prolétaires, de cadences accrues, de baisse des salaires réels, d'arrogance patronale et de répression d'Etat.

* il n'y a rien de plus mauvais pour l'ouvrier que de rester pendant longtemps sur une défaite infligée par l'adversaire.

**OUI, IL FALLAIT ET IL FAUT ENCORE Si: BATTRE CAR LA
BATAILLE N'A PAS ETE GAGNEE ET LES PROBLEMES
DEMEURENT. IL FAUT SE BATTRE :**

* **mais pas** pour des augmentations liées aux performances de l'entreprise, à la productivité d'usine, d'atelier, d'équipe... En période de crise du capital la partie du salaire qui est conditionnée par les résultats de la firme fond comme neige au soleil et celle qui dépend de la "qualité", des rythmes de travail, de la "polyvalence" etc. est une porte ouverte à la division entre ouvriers et à l'augmentation de l'exploitation.

* **mais pas** pour des augmentations diversifiées par usine, atelier, catégorie du même groupe ou secteur industriel. La régie, comme tout autre patron, sait que des termes différenciés de

rémunération sont l'arme idéale contre la lutte unitaire et exploite les différences qui en découlent pour accroître la concurrence entre salariés.

* ***mais pas*** pour des augmentations de salaires monnayées contre une plus grande disponibilité à la "flexibilité", l'intensification du travail et la paix sociale.

Lorsque les profits du capital diminuent, sa détermination est plus forte à ne rien lâcher sur les salaires ou, si il y est obligé par la lutte ouvrière de céder à la condition que les profits n'en soient pas pour autant touchés. C'est pour cette raison que le véritable enjeu, en plus du salaire, reste le rythme du travail.

L'ACTION N'A PAS ETE MENEES DE LA MEILLEURE FAÇON... LOIN DE LA!

à cause des divisions boutiquières entre les syndicats de la même usine ou d'usines différentes. Deux exemples:

* le 15/10 le Mans débraye, le 17/10 il est suivi par Cléon mais le même jour l'intersyndicale CGT/CFDT du Mans décide la reprise;

- à Cléon on bloque la sortie de pièces alors qu'au Mans la consigne syndicale est de "maintenir la liberté de travail" parce que, d'après une interview donnée par le délégué CFDT du Mans à Libération, il ne faut pas "bloquer les usines de montage car la direction aurait tôt fait de mettre les salariés en chômage partiel et on ne peut pas lutter avec des usines vides". Les syndicats, toujours prêts à se déclarer pour la liberté du travail, pour la "production française", pour l'entreprise, la qualité... en un mot à multiplier les preuves de bonne volonté et d'unité avec l'adversaire de classe, sont les premiers à diviser les ouvriers au nom du "pluralisme syndical" (lire leurs magouilles internes) et du respect des "spécificités" d'usine, nationales, de firme, d'atelier, de qualification. Pourtant, pendant ce temps là, le patron a parié d'une seule voix, agi avec le soutien de toute la classe bourgeoise et su tirer profit du rayonnement international de la production en acheminant des pièces en provenance d'Espagne et du Portugal vers certaines usines de montage françaises. Après cela la question qu'il est légitime de se poser, et que nombre de salariés se posent déjà depuis des années, c'est tout simplement de savoir à quoi sert de payer des cotisations pour des syndicats pareils.

à cause de la pression syndicale pour des objectifs irréalistes compte tenu du rapport des forces. 1500 ff de prime mensuelle pour tous afin de rattraper les pertes de salaire réel de plusieurs années et 3300 ff d'intéressement supplémentaire pour revenir au niveau de prime de '88 : voilà les revendications de départ des CGT/CFDT de Cléon, assorties bien sûr de 0 sanction et du remboursement des heures de grève. Dès le 29/10 Michel Praderie, secrétaire général de Renault, déclarait à Libération qu'"on peut soit réviser les critères d'attribution (de la partie décentralisée de l'intéressement), soit opérer une nouvelle répartition de l'enveloppe entre établissements". En clair cela signifie qu'une semaine déjà avant la fin du conflit, la direction était disposée à "céder" sur les points de l'accord signé une semaine plus tard. On peut dire la même chose en ce qui concerne les sanctions (pas de licenciements disciplinaires mais "analyse au cas par cas" des mises à pied). Quel décalage entre ce qui était demandé et les résultats! A quoi ça sert d'avoir fait la fine bouche lors des accords salariaux et sur les primes d'intéressement précédents si aujourd'hui on est dispose à avaliser l'obtention de clopinettes? Revendiquer 1500 ff et plus pour en avoir 200 décrédibilise la lutte.

à cause des illusions syndicales sur l'impartialité du gouvernement qui se sont matérialisées par la requête de la nomination d'un médiateur "neutre". La nomination d'un médiateur par le propre employeur de Mr. Levy, l'Etat-patron de Renault, n'a pas été un gage d'impartialité et de justice de la part de ce dernier. Au contraire la médiation de Mr. Cordouan a été le préalable nécessaire (si l'on préfère la fausse carotte) à l'intervention musclée des CRS le 5/11 au petit matin (le vrai bâton). L'Etat

n'est jamais neutre et impartial durant l'affrontement de classe : il est toujours du côté des patrons... surtout quand c'est lui le patron.

a cause de l'enfermement, encouragé et dirigé par les syndicats, dans des formes de lutte qui ont certes nuit à l'adversaire mais qui à la longue ont usé encore plus la capacité de résistance des grévistes. En frappant les approvisionnements en moteurs et en boîtes de vitesse à Cléon et dans une moindre mesure les trains au Mans, les ouvriers ont su tirer profit du raccourcissement des flux productifs (flux tendus). Cette méthode de gestion et d'organisation du travail vise à réduire les temps de production, de transport et les stocks afin de diminuer le capital monétaire à anticiper pour atteindre un volume de production donné et accroître l'exploitation. Mais l'inconvénient d'un blocus des portes prolongé et limité uniquement à une ou deux usines du groupe s'est traduit par l'éloignement de la lutte d'un grand nombre de salariés et par une énorme dépense d'énergie des camarades les plus mobilisés pour le maintenir et le défendre sans que cela ait permis de parvenir à l'élargissement du mouvement à l'intérieur des usines touchées ni aux autres sites. Ainsi la démoralisation a, peu à peu, gagné du terrain même parmi les ouvriers les plus combattifs : sa démonstration la plus évidente a été la totale impuissance dont les camarades ont fait preuve face à la charge des CRS. Pourtant la force et la détermination n'ont pas fait défaut ni pendant ni même après la signature de l'accord et l'appel cégétiste à la reprise du travail. En sont témoins, à Cléon, les défiles internes nourris qui ont suivis et, les fortes oppositions à la reprise du travail qui se sont exprimées, parfois violemment, dans les AG du Mans et toujours de Cléon. Pourtant les ouvriers les plus lucides ont compris depuis longtemps que la bonne solution consistait à enchaîner d'une façon intelligente et efficace des actions telles que des :

- * blocages ponctuels et menés par surprise des portes, défendus pour de bon contre les forces répressives du patron.
- * défiles internes fréquents pour impliquer dans l'action le maximum de salariés et nettoyer la place des jaunes et agents de maîtrise.
- * débrayages tournants pour limiter les pertes de salaire et déstabiliser complètement la production.
- délégations massives aux autres sites pour étendre davantage le mouvement et expliquer ses raisons.

Ouvriers, camarades.

Ce qui a affaibli par-dessus tout le combat a été l'absence d'une organisation véritablement indépendante des ouvriers en lutte, syndiqués ou pas, et surgie avec et par elle. A l'inverse des syndicats, une telle organisation aurait pu ne pas se mettre à genoux devant l'entreprise, la "qualité totale", les "performances", l'Etat, en un mot l'exploitation capitaliste.

Ouvriers, camarades, il faut

**ne pas céder à la démoralisation
tirer le bilan de la défaite
reprendre l'initiative unis hors des syndicats
pour
défendre le salaire
combattre l'intensification du travail
bâtir dans la lutte de classe l'organisation ouvrière indépendante**

**MOUVEMENT COMMUNISTE
pour la formation du parti communiste mondial**

Imprimerie spéciale

Ce tract a été diffusé aux portes des usines Renault en France et en Belgique.